



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
024-219402239-20240404-VI-DEL-2024-051-DE
Date de réception en préfecture : 10/04/2024

Date de convocation : 29 mars 2024

Délibération n° VI-DEL-2024-051

Date d'affichage : 29 mars 2024

Nombre de membres en exercice : 35

Présents : 24

Votants : 32

Objet : Motion pour que la Ville d'Etampes participe activement à l'effort de paix entre Israéliens et Palestiniens

L'an deux mille vingt-quatre, le 4 avril à 19 heures 45, le Conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni à la salle du rez-de-chaussée de la Maison des Services Publics Municipaux – 12, Carrefour des Religieuses – 91150 ETAMPES, sous la présidence de Mme Marie-Claude GIRARDEAU, 1^{ère} Adjointe au Maire.

ETAIENT PRESENTS :

Mme	Marie-Claude	GIRARDEAU	1 ^{ère} Adjointe au Maire
M.	Fouad	EL M'KHANTER	2 ^{ème} Adjointe au Maire
Mme	Elisabeth	DELAGE	3 ^{ème} Adjointe au Maire
M.	Gilbert	DALLERAC	4 ^{ème} Adjoint au Maire
Mme	Françoise	PYBOT	5 ^{ème} Adjointe au Maire
Mme	Maïram	SY	6 ^{ème} Adjointe au Maire
M.	Gérard	HEBERT	7 ^{ème} Adjoint au Maire
M.	Jean-Michel	JOSSO	9 ^{ème} Adjointe au Maire
M.	Mehdi	MEJERI	Conseiller municipal
Mme	Paola	LEROY	Conseillère municipale
M.	Joël	NOLLEAU	Conseiller municipal
M.	Patrick	JULISSON	Conseiller municipal
M.	Franck	COENNE	Conseiller municipal
Mme	Claude	MASURE	Conseillère municipale
M.	Dramane	KEÏTA	Conseiller municipal
Mme	Sabah	AÏD	Conseillère municipale
M.	Gilles	BAYART	Conseiller municipal
Mme	Virginie	TARTARIN	Conseillère municipale
M.	Mathieu	HILLAIRE	Conseiller municipal
Mme	Camille	BINET-DEZERT	Conseillère municipale
M.	Jacques	CORBEL	Conseiller municipal
Mme	Maryline	COMMEIGNES	Conseillère municipale
M.	Maxime	MARCELIN	Conseiller municipal
Mme	Isabelle	TRAN QUOC HUNG	Conseillère municipale

ETAIENT ABSENTS REPRESENTES : M. Franck MARLIN représenté par Mme Marie-Claude GIRARDEAU, Mme Sana AABIBOU représentée par M. Gérard HEBERT, M. Joseph ZOGBA représenté par M. Dramane KEÏTA, Mme Fatos KEBELI représentée par M. Gilbert DALLERAC, M. Olivier SIGMAN représenté par M. Mehdi MEJERI, Mme Emmanuelle ROYERE représentée par Mme Virginie TARTARIN, M. Tarik MEZIANE représenté par Mme Isabelle TRAN QUOC HUNG, Mme Nathalie PABOUDJIAN représentée par M Franck COENNE

ETAIENT ABSENTS : M. Mostefa GHENAÏM, Mme Kadiatou LY, M. Grégoire TURLOTTE.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Nathalie PABOUDJIAN.

Monsieur Corbel expose ce qui suit :

Depuis les attaques terroristes du 7 octobre, que nous tenons une nouvelle fois à condamner fermement, la guerre fait rage sur le territoire palestinien. Tandis que 1139 Israéliens ont été tués, 130 otages restent, à ce jour, détenus par le Hamas. Nous continuons de demander, vivement, leur libération.

Ces crimes de guerre, ces actes de terreur, aussi inacceptables et révoltants soient-ils, ne sauraient ni appeler d'autres crimes de guerre, ni justifier d'autres actes de terreur. Or, depuis maintenant cinq mois, c'est bien la terreur qui règne sur Gaza.

30 000 Palestiniens ont perdu la vie, 72 000 ont été blessés, plus de deux millions ont subi des déplacements forcés. Comme le rappelle l'UNICEF dans une communication récente, les enfants sont « les premières victimes de l'horreur » et représentent, avec les femmes, plus de 70% des victimes.

Ne se contentant pas d'entretenir « un risque génocidaire » désormais reconnu par la Cour Pénale Internationale, le gouvernement Netanyahu continue d'exalter les colons, d'encourager leurs exactions et les privations en tout genre. Ainsi la Cisjordanie, pourtant étrangère aux attentats terroristes, continue-t-elle de subir des violences et des expropriations forcées : 106 enfants y sont décédés depuis le 7 octobre.

Aux premières heures du conflit, le groupe Étampes en Commun a dit l'horreur de la situation, exprimé la compassion qui l'habitait, et parlé la seule langue qui vaille en pareille matière : la langue de la paix.

Cette situation de détresse humanitaire est désormais unanimement reconnue par la communauté internationale.

Reconnue, désormais, par Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'état auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement et des Partenariats internationaux, qui a récemment réclamé « la vérité, la justice et le respect du droit international » par Israël.

Reconnue, désormais, par France diplomatie qui, le 8 mars dernier, condamnait « la colonisation israélienne des territoires palestiniens » et qui, le 29 février dernier, réclamait un « cessez-le-feu immédiat et durable ».

Reconnue, désormais, par Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères, qui affirmait le 1er mars 2024, à propos que Gaza : « nous ne pouvons justifier l'injustifiable, notamment en ce qui concerne la situation humanitaire. Nous continuons d'œuvrer à un cessez-le-feu ».

Reconnue, enfin, désormais, par le Président de la République, qui, le 1er mars dernier, exprimait sa « plus vive réprobation » des violences exercées par l'armée israélienne.

Le travail de mobilisation des ONG, des citoyens et des militants a payé : le Gouvernement, après avoir injustement honni les engagés pour la paix, commence à évoluer sur le sujet. Ne pouvant rester plus longtemps sourde à ces appels, la ville d'Étampes doit, elle aussi, faire sa part.

Dès lors :

Considérant la situation de détresse humanitaire dans la bande de Gaza ;

Considérant l'accélération des pratiques coloniales en Cisjordanie ;

Considérant que la motion pour combattre, à Étampes, l'antisémitisme, l'islamophobie, et toutes les formes de racisme, adoptée par le Conseil municipal le 15 novembre dernier, n'a pas été suivie d'effets ;

Considérant l'urgence au cessez-le-feu ; Considérant l'urgence à renouer avec le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens ;

Considérant que la ville d'Étampes peut prendre sa part à l'effort de solidarité humanitaire ;

Considérant que la ville d'Étampes peut, à l'instar d'autres communes du département, promouvoir cette culture de la paix à travers sa politique de coopération décentralisée.

Le Conseil municipal :

- Réaffirme son soutien à l'ensemble des victimes de guerre et sa compassion face à leurs souffrances,
- S'engage, à l'instar de la Région Ile-de-France, à apporter un soutien financier sous forme d'une subvention exceptionnelle pour répondre aux besoins urgents,
- Décide pour ce faire d'attribuer une subvention de 5 000€ à l'Unicef pour répondre à l'urgence des besoins des enfants et atténuer leurs difficultés d'accès à l'eau, aux soins, à l'éducation et à la protection,
- S'engage à faire de la culture de la paix et de la solidarité avec les peuples opprimés un axe structurant de la politique étampoise de coopération décentralisée,
- Décide pour ce faire d'entamer un processus de jumelage avec un camp de réfugiés palestiniens.

Après en avoir délibéré par 10 voix pour (MM. HILLAIRE, CORBEL, BAYART, MARCELIN, EL M'KHANTER, MEJERI, Mmes BINET-DEZERT, COMMEIGNES, TARTARIN, ROYERE), 1 abstention (M. COENNE), 2 élus ne prenant pas part au vote (M. MEZIANE, Mme TRAN QUOC HUNG) et 19 voix contre.

La motion est rejetée

Franck MARLIN
Maire d'Étampes



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publication : 10 AVR. 2024 et de sa réception par le représentant de l'Etat.